

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N° 4402/2018

JUGEMENT  
CONTRADICTOIRE du  
10/01/2019

Affaire

Mutuelle des Agents de la  
Direction Générale des  
Impôts, dénommée la  
«MADGI»

(la SCPA Oré-Diallo-Loa &  
Associés)

Contre

Banque Nationale  
d'Investissement-Gestion  
dite BNI-Gestion

(Maître Josiane KOFFI)

DECISION :

Contradictoire

Donne acte à la Mutuelle des  
Agents de la Direction  
Générale des Impôts,  
dénommée la «MADGI» de  
son désistement d'instance ;

Dit que l'instance est éteinte ;

Met les entiers dépens de  
l'instance à la charge de la  
demanderesse.

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 10 JANVIER 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
du jeudi dix janvier deux mil dix-neuf tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du  
Tribunal ;

**Messieurs KOFFI YAO, N'GUESSAN BODO JOAN-CYRYLLE,  
ALLAH KOUAME, N'GUESSAN GILBERT, DAGO ISIDORE,  
ALLAH-KOUAME YAO**, Assesseurs ;

Avec l'assistance **Maître N'ZAKIRIE PAULE EMILIE épouse  
EKLOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**Mutuelle des Agents de la Direction Générale des Impôts,  
dénommée la «MADGI»**, Mutuelle sociale N1D/01120016/CI,  
dont le siège social se trouve à Abidjan, Commune de Cocody,  
Club House, Kouakou Pascal, Riviera Faya Génie 2000, BP V  
103 Abidjan, tel: 2247-85-00/01, prise en la personne de son  
représentant légal, Monsieur Nioblé Paul, Administrateur Général  
de ladite mutuelle ;

**Demanderesse**, représentée par **la SCPA Oré-Diallo-Loa &  
Associés**, Avocats à la cour d'Appel d'Abidjan, Angle Avenue  
Marchand Boulevard Clozel, Immeuble GYAM, 7ème étage,  
porteD7, Tél. : 20-21-65-24 / fax : 20-33-56-20 ;

d'une part ;

Et

**Banque Nationale d'Investissement-Gestion dite BNI-  
Gestion**, Société Anonyme au capital de 500 000 000 FCFA,  
RCCM CI-ABJ-2008-B-2640-NCC 1104713W-AGREMENT  
SG/08002 du CREPMF, dont le siège social se situe à Abidjan  
Commune du Plateau, avenue Lamblin, immeuble Belle rive,  
14ème étage, 01 BP 670 Abidjan 01, tel : 20-31-22-71/72, fax :  
20-31-22- 74, email : [bni.gestion@bni.ci](mailto:bni.gestion@bni.ci) , prise en la personne de  
son représentant légal ;



**Défenderesse représentée par Maître Josiane KOFFI ;**

D'autre part ;

Enrôlée le 24 décembre 2018 pour l'audience du 27 décembre 2018, l'affaire a été appelée puis renvoyée au 10 janvier 2019 pour les observations de la défenderesse sur la forme ;

Advenue cette audience, la demanderesse a déclaré se désister de son instance et le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

### **LE TRIBUNAL**

Par exploit d'huissier du 18 décembre 2018 la **Mutuelle des Agents de la Direction Générale des Impôts, dénommée la «MADGI»** a assigné **Banque Nationale d'Investissement-Gestion dite BNI-Gestion** à comparaître le 10 janvier 2019 devant la juridiction;

Au soutien de sa demande, la MADGI expose qu'il est constant que suivant une ordonnance de référé RG n°0782/2018 et RG n°1234/2018 rendue le 11 avril 2018, la BNI Gestion a été condamnée à communiquer à la requérante certains documents sous astreinte comminatoire de 200 000 F CFA par jour de retard à compter de la signification de ladite ordonnance;

La défenderesse ne s'étant pas exécutée elle sollicite la liquidation de l'astreinte ;

A l'audience de ce jour 10 janvier 2019, la Mutuelle des Agents de la Direction Générale des Impôts, dénommée la «MADGI» a déclaré se désister de son instance.

### **SUR CE**

Aux termes de L'article 52 du code de procédure civile, commerciale et administrative dispose ; *« Jusqu'à l'ordonnance de clôture, la demanderesse peut se désister de son action ou de l'instance sous réserve de l'acceptation des autres parties.*

*Après l'ordonnance de clôture, aucune conclusion, à l'exception de celles aux fins de désistement, ne pourront être déposées, ni aucune pièce communiquée ou produite aux débats, à peine d'irrecevabilité desdites conclusions ou pièce prononcée d'office par le Tribunal ».*

La demanderesse a déclarée en l'espèce se désister de l'instance ;

La défenderesse n'y a opposée aucun refus, il convient dès lors, de donner acte à la demanderesse de son désistement d'instance, de dire que l'instance est éteinte et de mettre les dépens à sa charge ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort;

Donne acte à la Mutuelle des Agents de la Direction Générale des Impôts, dénommée la «MADGI» de son désistement d'instance ;

Dit que l'instance est éteinte ;

Met les entiers dépens de l'instance à la charge de la demanderesse.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours mois et an que dessus.

**ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.**



N° 00282804

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 11 AVR 2019  
REGISTRE A.J. Vol. 48 F° 39  
N° 596 Bord 261 / 79

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre

*[Signature]*

*[Signature]*